



# IRDA PARIS

Institut de recherche  
en droit des affaires  
de Paris

## Revue des sommaires

Jeudi 5 octobre 2023

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

# Recueil Dalloz

> hebdomadaire  
199<sup>e</sup> année  
5 octobre 2023  
n° 33 / 8010<sup>e</sup>  
pages 1689 à 1744



Version numérique incluse\*



322333



9 782993 223338

## ÉDITORIAL

1689 L'enseignement du droit et l'enseignement des règles, *Maxime Barba*

## ACTUALITÉS

- 1692 Blanchiment de capitaux (devoir de vigilance): avantage concurrentiel indu
- 1695 Faux (reconnaissance de paternité): absence de lien biologique
- 1696 Instruction (purge des nullités): inconstitutionnalité du régime
- 1697 Laïcité (port de l'abaya à l'école): rejet d'un référé contre l'interdiction
- 1700 Cycle de conférences (Cour de cassation): penser les pratiques juridictionnelles

## LECTURES

1701 Entre les personnes, avec le droit: les relations, *Jean-Sylvestre Bergé*

## POINTS DE VUE

- 1702 L'achat de culpabilité, *Fabrice Defferrard*
- 1704 Révision pour imprévision: les parts sociales et l'exclusion légale de l'article 1195 du code civil, *Adrien Tehrani*

## ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 1715 **Panorama:** Droit des entreprises en difficulté, *François-Xavier Lucas et Pierre Cagnoli*
- 1728 **Notes:** Points de départ et délais de l'action en garantie des vices cachés: avancée majeure et... retour au point de départ, note sous *Cass., ch. mixte, 21 juill. 2023 (4 arrêts)*, *Thomas Genicon*
- 1739 Le rituel de résurrection d'une société décédée, note sous *Com. 30 août 2023*, *Bruno Dondero*

## ENTRETIEN

1744 Thierry Wickers – Le code de déontologie des avocats

Lefebvre Dalloz

DALLOZ

# Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz  
10 place des Vosges - CS 90358  
92072 Paris La défense Cedex  
Tél. (Rédaction) 0786620357  
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENT, DIRECTEUR DE LA PUBLICATION,  
STÉPHANE DURET

DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,  
CAROLINE SORDET

DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,  
HÉLÈNE HOCH

## CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNABENT, NICOLAS DESBOUT,  
BÉNÉDICTE FAUVAUQUE-COSSON ET PHILIPPE MÉREL

## DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCAL DEUMIER

## RÉDACTION

### - DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

### - RÉDACTION

Maëlle HARSCOÛET DE KERAVEL (01 40 64 53 79)

### - CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerces : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

### - ÉDITION - RÉALISATION

#### Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (01 40 64 52 84)

Laurence BREUZE-DINNAT (01 40 64 54 81)

Katy PERCHEREAU (07 86 62 03 57)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

1<sup>er</sup> secrétaire de rédaction : Véronique THILL

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

### ABONNEMENTS - RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice  
ventes@dalloz.fr

Relations clients : Loïc RIOU

Tél. : 01 83 10 10 10

Service publicité : Sandrine TOUTON MICHEL

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@lefebvre-sarrut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 959,74 € TTC

Etranger : 1 016,56 € TTC

Prix au numéro : 41,86 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Octobre 2023

### Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges - CS 90358

92072 Paris La défense Cedex

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre-Sarrut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié  
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal  
Taux de fibres recyclées : 0 %  
Prot : 0,08 kg/t

## SOMMAIRE

### ÉDITORIAL

Maxime Barba

L'enseignement du droit  
et l'enseignement des règles

1689

## ACTUALITÉS

1692

### DROIT DES AFFAIRES

Banque-Crédit-Garantie  
Blanchiment de capitaux (devoir de vigilance):  
avantage concurrentiel indu, Com. 27 sept. 2023

#### Consommation

Vente à distance (contrat): notion de « garantie  
commerciale », CJUE 28 sept. 2023

#### Propriété intellectuelle

Indication géographique (protection):  
savoir-faire traditionnel et réputation,  
Com. 27 sept. 2023

1693

### DROIT CIVIL

Contrat-Responsabilité-Assurance

Vente (promesse): liberté du vendeur  
de renoncer, Civ. 3<sup>e</sup>, 28 sept. 2023

Vente (garantie d'éviction): autorisation  
administrative d'exploiter, Civ. 3<sup>e</sup>, 28 sept. 2023

Auxiliaire de justice (action en responsabilité):  
constitutionnalité du régime,  
Cons. const. 28 sept. 2023

1694

### DROIT IMMOBILIER

#### Expropriation

Indemnité d'expropriation (terrain à bâtir): prise  
en compte des servitudes, Civ. 3<sup>e</sup>, 28 sept. 2023

1695

### DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

#### Droit pénal

Faux (reconnaissance de paternité): absence de  
lien biologique, Crim. 27 sept. 2023

#### Procédure pénale

Douanes (procédure): régularité de la fouille  
d'un véhicule, Crim. 27 sept. 2023

Instruction (purge des nullités):  
inconstitutionnalité du régime,  
Cons. const. 28 sept. 2023

1697

### DROIT PUBLIC

#### Droit administratif

Laïcité (port de l'abaya à l'école): rejet d'un  
référé contre l'interdiction, CE 25 sept. 2023

1697

### DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

#### Droit du travail

Contrat de travail (subordination): travail au  
sein d'un service organisé, Soc. 27 sept. 2023

Contrat de travail (résiliation judiciaire): date  
des faits invoqués, Soc. 27 sept. 2023

Licenciement (naissance d'un enfant):  
impossibilité de maintenir le contrat,  
Soc. 27 sept. 2023

Travail de nuit (durée maximale): droit  
à réparation en cas de dépassement,  
Soc. 27 sept. 2023

Départ à la retraite (décision du salarié): portée  
de l'acte unilatéral, Soc. 27 sept. 2023

Travail temporaire: contrat de mission suivi d'un  
contrat à durée déterminée, Soc. 27 sept. 2023

1700

### PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

#### Procédure civile

Cycle de conférences (Cour de cassation):  
penser les pratiques juridictionnelles

## LECTURES

Jean-Sylvestre Bergé

1701

Entre les personnes, avec le droit:  
les relations



## POINTS DE VUE

1702

L'achat de culpabilité  
par Fabrice Defferrard

1704

Révision pour imprévision : les parts sociales  
et l'exclusion légale de l'article 1195 du code civil  
par Adrien Tehrani



## ÉTUDES ET COMMENTAIRES

### CHRONIQUE

1707

Les abus de la pomographie. Sanction et prévention  
par la nullité du contrat  
par Muriel Fabre-Magnan

### NOTES

1728

Points de départ et délais de l'action en garantie des vices  
cachés : avancée majeure et... retour au point de départ,  
note sous Cass., ch. mixte, 21 juill. 2023 (4 arrêts)  
par Thomas Genicon

1739

Le rituel de résurrection d'une société décédée,  
note sous Com. 30 août 2023  
par Bruno Dondero

### PANORAMA

1715

Droit des entreprises en difficulté  
juillet 2022 – juillet 2023  
par François-Xavier Lucas et Pierre Cagnoli



## ENTRETIEN

1744

Thierry Wickers – Le code de déontologie des avocats

### À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

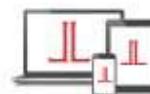
Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



\*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

Retrouvez également  
votre revue numérique  
sur [Dalloz-Revue.fr](http://Dalloz-Revue.fr)



### QUESTION D'ACTUALITÉ

## LA PROTECTION PAR LE DROIT D'AUTEUR DES PRODUCTIONS GÉNÉRÉES PAR L'IA

Une réponse différente selon que la production est générée de façon autonome par l'IA ou avec l'intervention d'une personne ?

23


[www.efl.fr](http://www.efl.fr)


### À LA UNE

**Finances de l'entreprise** - Un client négligent n'a pas à supporter le paiement frauduleux effectué sans authentification forte

12

**Biens de l'entreprise** - Résidences de tourisme : l'exclusion de la résiliation triennale ne concerne pas le bail renouvelé

14

**Consommation** - Clauses abusives et restitutions dans les prêts en devises : nouvel arrêt de la Cour de cassation

20

## Lefebvre Dalloz

 EDITIONS FRANCIS LEFEBVRE



## Sociétés

- 4 - Révocation abusive du dirigeant
- 4 - Défaut de publicité de la transformation d'une société
- 5 - Evaluation par un expert des parts d'un associé défunt
- 6 - Emission d'actions de préférence par une Sasu au profit d'un tiers
- 6 - Doctrine AMF sur le gouvernement d'entreprise

## Bourse

- 7 - Compétence de l'AMF en cas d'OPA obligatoire
- 8 - Doctrine AMF relative à l'information financière

## Entreprise en difficulté

- 9 - Clause résolutoire acquise avant le redressement judiciaire d'une partie

## Contrats

- 10 - Exécution forcée d'un contrat en nature ou en dommages-intérêts
- 10 - Exécution forcée d'une vente immobilière
- 11 - Clause spéciale d'une promesse d'achat dérogeant à une clause générale

## Finances de l'entreprise

- 12 - Exigence d'authentification forte du payeur
- 13 - Appréciation de la disproportion d'un cautionnement
- 14 - Illustration d'un cautionnement disproportionné

## Biens de l'entreprise

- 14 - Exclusion de la résiliation triennale pour les résidences de tourisme
- 15 - Covid-19 et bail commercial : protection du locataire
- 16 - Mise en œuvre de l'exception d'inexécution par le locataire commercial
- 16 - Clause de résiliation des baux d'habitation

## Concurrence

- 17 - Action en responsabilité pour pratique anticoncurrentielle sur le fondement du droit commun
- 18 - Dénigrement et liberté d'expression
- 19 - Préavis contractuel en cas de rupture de relations commerciales établies

## Consommation

- 20 - Clauses abusives dans les prêts en devises étrangères

## Et aussi...

- 22 - Tribunal compétent en cas de litige au sein de l'UE

## Veilles

- 27 - Veille législative
- 27 - Veille fiscale et sociale



## QUESTION D'ACTUALITÉ



23

**LA PROTECTION PAR LE DROIT  
D'AUTEUR DES PRODUCTIONS  
GÉNÉRÉES PAR L'IA**

## L'essentiel de l'actualité

### **Covid-19 et loyers commerciaux : la force majeure n'exonère pas le locataire de ses obligations**

Cass. 3<sup>e</sup> civ. 15-6-2023 n° 21-10.119 FS-B : Décisions 500

Le locataire ne peut pas invoquer la force majeure pour échapper au paiement des loyers échus pendant les premier et deuxième trimestres 2020.

### **Action en reconnaissance d'un bail commercial à l'issue d'un bail dérogatoire**

Cass. 3<sup>e</sup> civ. 25-5-2023 n° 21-23.007 FS-B : Décisions 505

La demande tendant à faire constater l'existence d'un bail commercial statutaire, né du maintien en possession du locataire à l'issue d'un bail dérogatoire, est imprescriptible.

### **Assurance perte d'exploitation et Covid-19 : la garantie joue au profit d'une salle de sport fermée**

CA Versailles 9-2-2023 n° 21/03412 : Décisions 516

La garantie « perte d'exploitation après fermeture administrative » d'un contrat d'assurance multirisque professionnelle peut être mise en jeu pour couvrir les pertes de chiffre d'affaires subies par l'exploitant d'une salle de sport, contraint de cesser son activité pendant le confinement lié à l'épidémie de Covid-19.

### **Un héritier de parts sociales peut former tierce opposition à la décision annulant son agrément**

Cass. com. 11-5-2023 n° 21-17.899 FS-B : Décisions 523

Un associé de société civile ayant hérité de parts de cette société et qui a été agréé comme associé à ce titre est recevable à former tierce opposition à l'encontre de la décision annulant la délibération de la société l'ayant agréé.

### **Un associé à parts égales peut se rendre coupable d'abus d'égalité**

Cass. com. 21-6-2023 n° 21-23.298 F-B : Décisions 524

Le fait, pour un associé à parts égales, d'empêcher, par son vote négatif, une opération essentielle pour la société dans l'unique dessein de favoriser ses intérêts au détriment de l'autre associé constitue un abus d'égalité.

# **Constitutionnalité de l'exclusion du jeu de l'imprévision pour les opérations sur titres financiers**

Cons. const. 26-5-2023 n° 2023-1049 QPC : Décisions 526

L'article L 211-40-1 du Code monétaire et financier, qui exclut du jeu de l'imprévision les obligations résultant d'opérations sur les titres et les contrats financiers, est conforme à la Constitution car non contraire au principe d'égalité devant la loi.

## **Nullité des délibérations des assemblées générales en l'absence de désignation d'un commissaire aux comptes**

Cass. com. 21-6-2023 n° 21-19.985 F-B : Décisions 527

La nullité des délibérations de l'assemblée générale ordinaire en cas de défaut de désignation régulière d'un commissaire aux comptes joue pour toutes les assemblées générales ordinaires et uniquement s'agissant du commissaire titulaire.

## **Un associé de société civile autorisé à s'en retirer ne peut plus céder ses parts à un tiers**

Cass. 3<sup>e</sup> civ. 25-5-2023 n° 22-17.246 FS-B : Décisions 532

Une fois engagé dans une procédure de retrait de la société acceptée par celle-ci, un associé ne peut plus céder ses parts à un tiers sans méconnaître la procédure en cours.

## **Obligation de règlement d'une caution appelée après la date limite de son engagement**

Cass. com. 1-6-2023 n° 21-23.850 F-B : Décisions 541

En l'absence de stipulation expresse contractuelle limitant dans le temps le droit de poursuite du créancier, le fait que la caution soit appelée à payer après la date limite de son engagement est sans incidence sur son obligation si la créance est née avant cette date.

# Contenus

---

Actualités

---

Contenus pratiques 

---

Revue

---

Synthèses

---

Encyclopédies

---

Jurisprudence 

---

Sources officielles 

---

## Contrats Concurrence Consommation, n° 10 du 01 octobre 2023

---

### Sommaire du numéro

#### Repère

DIGITAL SERVICES ACT

#### Rentrée numérique

N° 9 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

#### Alertes

FOCUS | RÉFORME DES JURIDICTIONS CONSULAIRES

#### Réforme des juridictions consulaires : subtil équilibre ?

N° 34 - Par Kevin MAGNIER MERRAN

VEILLE | SUBVENTIONS ÉTRANGÈRES

## Mise en oeuvre du règlement européen relatif aux subventions étrangères faussant le marché intérieur

N° 35

VEILLE | EGALIM 3

## Egalim 3 : la liste des produits pour lesquels le contrat peut ne pas comporter de clause de renégociation du prix est fixée

N° 36

VEILLE DES TEXTES | CONSOMMATION

## Du 4 juillet au 26 août 2023

N° 37

### Chronique

PRATIQUES COMMERCIALES DÉLOYALES

## Actualité du droit des pratiques commerciales déloyales

N° 2 - Par Hélène AUBRY

### Commentaires

CONTRATS | FORCE MAJEURE

## Camion vidé de ses marchandises par des manifestants à un barrage filtrant : prévisibilité ou imprévisibilité, il faut savoir apprécier

N° 145 - Par Laurent LEVENEUR

CONTRATS | VENTE

## Fin de la divergence jurisprudentielle sur la nature du délai de 2 ans de l'action en garantie des vices cachés

N° 146 - Par Laurent LEVENEUR

CONTRATS | VENTE

## Délai-butoir dans la garantie des vices cachés : exclusion en chambre mixte de l'application de l'article L. 110-4, I du Code de commerce et consécration de celle de l'article 2232 du Code civil

N° 147 - Par Laurent LEVENEUR

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | CONCURRENCE DÉLOYALE

## Peut-on concilier objectivité de l'information et militantisme ?

N° 148 - Par Marie MALAURIE-VIGNAL

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | DÉSÉQUILIBRE SIGNIFICATIF

## Appréciation de la soumission lors du recours à un appel d'offres

N° 149 - Par Nicolas MATHEY

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | FRANCHISE

### **Conséquences de la nullité du contrat de franchise**

N° 150 - Par Nicolas MATHEY

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | RUPTURE BRUTALE DE RELATIONS COMMERCIALES ÉTABLIES

### **Réparation du préjudice complémentaire**

N° 151 - Par Nicolas MATHEY

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | RUPTURE BRUTALE DE RELATIONS COMMERCIALES ÉTABLIES

### **Régularité de la rupture notifiée par la société mère d'une des parties**

N° 152 - Par Nicolas MATHEY

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | DÉSÉQUILIBRE SIGNIFICATIF

### **Tentative de soumission à un déséquilibre significatif par un distributeur mettant en oeuvre un plan de reconstitution de ses marges**

N° 153 - Par Nicolas MATHEY

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | RUPTURE DE RELATIONS COMMERCIALES ÉTABLIES

### **Rupture brutale de relations commerciales établies**

N° 154 - Par Nicolas MATHEY

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | CONCURRENCE DÉLOYALE

### **Concurrence déloyale dans le domaine de la mode**

N° 155 - Par Marie MALAURIE-VIGNAL

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES

### **Droit de la concurrence et RGPD : dénouement du contentieux Meta**

N° 156 - Par Claire CIZERON

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | CONCENTRATION

### **« Nouvel » article 22 du règlement (CE) n° 139/2004 : les contentieux se multiplient**

N° 157 - Par David BOSCO

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | CONCENTRATIONS HORIZONTALES

### **Des concentrations dans les marchés oligopolistiques : l'arrêt CK Telecoms**

N° 158 - Par David BOSCO

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | LÉGISLATION SUR LES MARCHÉS NUMÉRIQUES

### **DMA : les « contrôleurs d'accès » sont désignés**

N° 159 - Par David BOSCO

CONSOMMATION | PRÊT LIBELLÉ EN DEVICES ÉTRANGÈRES

## **Restitution des sommes indûment perçues sur le fondement des clauses abusives : nouvelle victoire des consommateurs !**

N° 160 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

CONSOMMATION | CONTRAT HORS ÉTABLISSEMENT

## **Contrat mixte et point de départ du délai de rétractation : épilogue franco-français**

N° 161 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

CONSOMMATION | CONTRAT CONCLU À DISTANCE

## **Contrat conclu à distance**

N° 162 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

CONSOMMATION | CAUTIONNEMENT

## **Cautionnement**

N° 163 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

## **Formule**



CONTRAT

## **La clause subordonnant la conclusion du contrat à une condition résolutoire de disponibilité du produit**

N° 9 - Par Geoffroy BRUNAU

# Contenus

---

Actualités

---

Contenus pratiques 

---

Revue

---

Synthèses

---

Encyclopédies

---

Jurisprudence 

---

Sources officielles 

---

## La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 39 du 02 octobre 2023

---

### Sommaire du numéro

**La Semaine du droit** 

ÉDITO

**La presse sous pression**

N° 1086 - Par Patrice SPINOSI

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | AVOCATS

**L'épris de justice**

N° 1087 - Par Fabrice RAOULT

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | ASSURANCE

**Exclusion de garantie pour les dommages causés par l'amiante : la clause claire et précise n'a pas à être interprétée**

N° 1088

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | ASSURANCE

### [Garantie décès maintenue en cas de résiliation du contrat collectif de prévoyance](#)

N° 1089

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | ASSURANCE

### [Prescription de l'action directe de la victime contre l'assureur du constructeur](#)

N° 1090

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | RESPONSABILITÉ CIVILE

### [Le propriétaire-victime ne peut se voir allouer le coût de travaux devant être effectués sur le fonds voisin de son terrain](#)

N° 1091

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

### [Journal officiel du 21 au 27 septembre 2023](#)

N° 1092

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

### [Arrêts P de la Cour de cassation du 11 au 17 septembre 2023](#)

N° 1093

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | LUTTE CONTRE LE TERRORISME

### [Échange d'informations dans les affaires de terrorisme : le Conseil de l'UE adopte définitivement le règlement](#)

N° 1094

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | JOURNAL OFFICIEL

### [Journal officiel du 14 au 27 septembre 2023](#)

N° 1095

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | COUR DE CASSATION

### [Arrêts P de la Cour de cassation du 28 août au 10 septembre 2023](#)

N° 1096

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | CRIMES ET DÉLITS

### [Le Conseil constitutionnel affirme la constitutionnalité du viol spécial sur mineur de 15 ans](#)

N° 1097 - Par Carole HARDOUIN-LE GOFF

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PROCÉDURE PÉNALE

### [Application dans le temps des dispositions relatives au refus de restitution](#)

N° 1098 - Par Stéphane DETRAZ

[Consulter le PDF](#)

**Journal officiel du 21 au 27 septembre 2023**

N° 1099

[Consulter le PDF](#)

**Arrêts P de la Cour de cassation du 11 au 17 septembre 2023**

N° 1100

[Consulter le PDF](#)

**L'associé peut exercer une activité concurrente sans en informer la société**

N° 1101 - Par Renaud MORTIER

[Consulter le PDF](#)

**Déconjugalisation de l'AAH : la réforme entre en vigueur le 1er octobre 2023**

N° 1102

[Consulter le PDF](#)

**Effets de la séparation des pouvoirs sur les demandes portées devant le juge judiciaire par un salarié protégé**

N° 1103

[Consulter le PDF](#)

**La cessation complète et définitive d'activité comme motif économique de licenciement**

N° 1104

[Consulter le PDF](#)

**Arrêts P de la Cour de cassation du 11 au 17 septembre 2023**

N° 1105

[Consulter le PDF](#)

**Interdiction du port de l'abaya à l'école : le Conseil d'État rejette un deuxième référé**

N° 1106

[Consulter le PDF](#)

**Journal officiel du 21 au 27 septembre 2023**

N° 1107

[Consulter le PDF](#)

**Dispositif des conclusions d'appel : application en région d'une nouvelle politique jurisprudentielle**

N° 1108 - Par Maxime SCHEFFER

[Consulter le PDF](#)

## Savoir-faire et faire savoir

N° 1109 - Par Jean-Baptiste PERRIER

[Consulter le PDF](#)

### La Semaine de la doctrine

L'ÉTUDE | CONTRATS SPÉCIAUX

#### De la formation du prêt et du dépôt, et de leurs promesses en particulier

N° 1110 - Par Marc-Olivier BARBAUD

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

#### Droit pénal et procédure pénale

N° 1111 - Par Jacques-Henri ROBERT , Charlotte CLAVERIE-ROUSSET , Stéphane DETRAZ et Jacques LEROY

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | FONDATION POUR LE DROIT CONTINENTAL

#### Plaidoyer pour l'inclusion des outils de jurimétrie dans le futur règlement européen sur l'intelligence artificielle

N° 1112 - Par Aurore HYDE

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | UNIVERSITÉS

#### Rentrée solennelle du Collège et de l'École de droit d'Assas

N° 1113 - Par Morgane KOENIG

[Consulter le PDF](#)

### La Semaine du praticien

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | MAGISTRATS

#### La réforme du régime indemnitaire des magistrats de l'ordre judiciaire entre en vigueur le 1er octobre

N° 1114

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | DIVORCE

#### Divorce par consentement mutuel : les avocats et les notaires imposent l'outil e-DCM

N° 1115

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | TRIBUNAL DE COMMERCE

#### Le CNGTC signe une convention d'objectifs pour trois ans avec le Gouvernement

N° 1116

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | TRIBUNAL DE COMMERCE

#### Greffiers des tribunaux de commerce : entrée en vigueur du Code de déontologie

N° 1117

[Consulter le PDF](#)

# Contenus

---

Actualités

---

Contenus pratiques 

---

Revue

---

Synthèses

---

Encyclopédies

---

Jurisprudence 

---

Sources officielles 

---

## La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 39 du 28 septembre 2023

---

### Sommaire du numéro

Échos de la pratique 

NUMÉRIQUE

**3 QUESTIONS - DSA : le nouveau paysage juridique pour les intermédiaires de l'Internet**

N° 795 - Par Matthieu BOURGEOIS

[Consulter le PDF](#)

PROFESSION

**Audit et durabilité : retour sur la conférence de la CNCC et du H3C sur la transposition de la directive CSRD**

N° 796

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

## Droit de la distribution

N° 797

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

## Droit des biens

N° 798

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

## Créations d'entreprises - août 2023

N° 799

[Consulter le PDF](#)

## Actualités



AFFAIRES | ASSURANCE

### Prescription de l'action directe de la victime contre l'assureur du constructeur

N° 800

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ASSURANCE

### Recevabilité de la tierce opposition de l'assureur en cas de fraude à ses droits

N° 801

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

### Dénonciation des pratiques des banques et établissements de crédit

N° 802

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COMPTABILITÉ

### Directive comptable : vers un relèvement des seuils définissant la taille des entreprises pour tenir compte de l'inflation

N° 803

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DOUANE

### Prescription de la dette douanière et caractérisation d'un acte passible de poursuites judiciaires répressives : office du juge

N° 804

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DE LA CONSOMMATION

### Pénalités logistiques : lignes directrices de la DGCCFR

N° 805

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ÉNERGIE

### La directive relative à l'efficacité énergétique est publiée

N° 806

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ÉNERGIE

## Énergies renouvelables : mise à jour de la directive

N° 807

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

### Recevabilité de l'action en constatation de l'acquisition de la clause résolutoire intervenue avant le jugement d'ouverture

N° 808

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

### Procédure d'insolvabilité : détermination de la compétence territoriale en cas d'extension de procédure pour confusion de patrimoines

N° 809

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

### Consultation sur la publication d'informations sur la finance durable

N° 810

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

### RGPD : bonnes pratiques pour l'élaboration des codes de conduite

N° 811

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

### Directive SRI 2 : lignes directrices sur les exigences relatives à la gestion des risques en matière de cybersécurité

N° 812

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

### Influenceurs : autorité compétente pour prononcer la liquidation des astreintes prises dans le cadre d'une injonction de mise en conformité

N° 813

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | URBANISME

### Transaction en droit de l'urbanisme : conformité de la sanction de la méconnaissance de l'obligation d'enregistrement

N° 814

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

### La cessation complète et définitive d'activité comme motif économique de licenciement

N° 815

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | RELATIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL

### Conditions dans lesquelles le CSE d'établissement doit faire l'objet d'une consultation annuelle

N° 816

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | RELATIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL

### [Élection du CSE avec vote électronique : conséquence de la transmission de la liste d'émargement après la clôture du scrutin](#)

N° 817

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | RÉMUNÉRATION

### [Mi-temps thérapeutique : salaire à prendre en compte pour le calcul de l'assiette de la participation due au salarié](#)

N° 818

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | PROCÉDURES FISCALES

### [Poursuites en matière de fraude fiscale : l'administration fiscale n'est pas tenue d'annexer à sa dénonciation l'avis de mise en recouvrement](#)

N° 819

[Consulter le PDF](#)

## Études et commentaires



AFFAIRES | SOCIÉTÉ

### [Le droit des sociétés saisi par le climat](#)

N° 1270 - Par François BARRIÈRE et Matthieu ZOLOMIAN

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

### [Devoir de vigilance et risques climatiques](#)

N° 1271 - Par Véronique MAGNIER

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

### [Les assemblées d'actionnaires sous le feu du climat](#)

N° 1272 - Par Eole RAPONE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

### [La communication renouvelée : du reporting financier au reporting de durabilité](#)

N° 1273 - Par Bénédicte FRANÇOIS

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

### [La diligence des organes sociaux à l'aune des exigences ESG](#)

N° 1274 - Par Antoine VERNY

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

### [La Place de Paris, avant-gardiste ?](#)

N° 1275 - Par Solène RINGLER

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

## **Activisme actionnarial et intégration des facteurs ESG : développements récents au Canada et situation actuelle**

N° 1276 - Par Julie BIRON

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

## **Travail forcé et chaîne d'approvisionnement : actualité canadienne récente**

N° 1277 - Par Ivan TCHOTOURIAN

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

## **Climat et entreprise, brève étude des mouvements du droit économique**

N° 1278 - Par Grégoire LERAY

[Consulter le PDF](#)

# Contenus

---

Actualités

---

Contenus pratiques 

---

Revue

---

Synthèses

---

Encyclopédies

---

Jurisprudence 

---

Sources officielles 

---

## La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 40 du 05 octobre 2023

---

### Sommaire du numéro

#### Échos de la pratique

ENTREPRISE

#### **3 QUESTIONS - Les nouveaux instruments RSE européens : quelles incidences pour les entreprises en matière de droits de l'homme ?**

N° 820 - Par Etienne KOWALSKI et Jean CAPPELIÉ

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

#### **« Paquet dessins ou modèles » : le Conseil de l'UE arrête son mandat de négociation**

N° 821

BIBLIOGRAPHIE

## Revue Actes pratiques et ingénierie sociétaire

N° 822

BIBLIOGRAPHIE

### Contentieux administratif

N° 823

DONNÉES CHIFFRÉES

### Perceptions et comportements des Français en matière de cybersécurité

N° 824

## Actualités



AFFAIRES | BANQUE

### Droit du crédit immobilier : des banques (quasiment) en conformité

N° 825 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

AFFAIRES | ASSURANCE

### Exclusion de garantie pour les dommages causés par l'amiante : la clause claire et précise n'a pas à être interprétée

N° 826

AFFAIRES | BANQUE

### Rupture d'un concours bancaire à durée indéterminée

N° 827

AFFAIRES | CONCURRENCE

### Le non-respect des obligations en matière de lutte anticorruption est constitutif d'une faute de concurrence déloyale

N° 828

AFFAIRES | CONTRATS COMMERCIAUX

### La CEPC se prononce pour l'applicabilité de plein droit par le JEX des pénalités de retard au taux supplétif prévues à l'article L. 441-10 du Code de commerce

N° 829

AFFAIRES | CONTRATS COMMERCIAUX

### Avis de la CEPC sur la conformité de pratique de facturation au regard des dispositions de l'article L. 442-1, I, 1° du Code de commerce

N° 830

AFFAIRES | DROIT COMMERCIAL

### Négociations commerciales : l'exécutif veut avancer la date butoir de signature des accords entre distributeurs et fournisseurs

N° 831

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

**Stratégie européenne pour les données : le DGA est applicable depuis le 24 septembre 2023**

N° 832

AFFAIRES | PUBLICITÉ

**Influence responsable : pour la troisième année consécutive, l'ARPP observe une nette amélioration des pratiques commerciales**

N° 833

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

**Requalification en contrat de travail : analyse concrète des conditions dans lesquelles le travailleur indépendant exerce son activité et prise en compte des stipulations contractuelles**

N° 834

SOCIAL | COTISATIONS SOCIALES

**Assiette des cotisations de sécurité sociale : revirement de jurisprudence sur les bons de souscription d'actions**

N° 835

SOCIAL | DURÉE DU TRAVAIL

**Le dépassement de la durée maximale hebdomadaire de travail de nuit ouvre droit automatiquement à réparation du préjudice**

N° 836

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

**La DGFIP propose un nouvel outil pour visualiser les données de la fiscalité locale des entreprises**

N° 837

FISCAL | LOI DE FINANCES

**Présentation du PLF 2024 : les principales mesures**

N° 838

FISCAL | PROCÉDURES FISCALES

**Précisions administratives sur le délit comptable**

N° 839

**Études et commentaires**



AFFAIRES | ENTREPRISE

**Actions en justice sur le devoir de vigilance : les enseignements des premières**

## décisions rendues et les questions qu'elles suscitent

N° 1279 - Par Marion CARREGA

AFFAIRES | SAUVEGARDE

### La suspension de toute action contre la caution personne physique n'équivaut pas à une privation du droit d'agir contre elle

N° 1280 - Par Romain AZEVEDO

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

### Société - Dirigeant - Prohibition d'une convention de découvert - Sanctions

N° 1281

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

### Entreprise en difficulté - Juge-commissaire - Privilège des frais de justice - Trésor public

N° 1282

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

### De quelques précisions sur la clause d'exclusion de solidarité dans les contrats d'architecte

N° 1283 - Par Nicolas DUPONT

AFFAIRES | FRANCHISE

### Réticence dolosive du franchiseur et portée de l'annulation du contrat de franchise

N° 1284 - Par Anouk BORIES

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

### Le nouveau régime d'inscription des titres financiers en blockchain

N° 1285 - Par François GILBERT

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

### Cautionnement - Caution - Recours personnel de la caution - Irrégularité de la déchéance du terme de l'obligation principale

N° 1286

AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

### Obligation de délivrance du bailleur et exception d'inexécution invoquée par le preneur

N° 1287 - Par Bastien BRIGNON

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

### Bail commercial - Résiliation - Suspension de l'exécution provisoire de l'ordonnance ayant constaté l'acquisition de la clause résolutoire - Prise en compte des conséquences manifestement excessives

N° 1288

SOCIAL | TRAVAIL

## **Droit du travail**

N° 1289 - Par Bernard TEYSSIÉ , Bernard BOSSU , Lydie DAUXERRE , Emeric JEANSEN  
et Yannick PAGNERRE

FISCAL | TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

## **TVA et hébergements meublés : la nouvelle donne**

N° 1290 - Par Jean-Louis LE BOULC'H

# BULLETIN JOLY BOURSE

ACTUALITÉ DU DROIT FINANCIER

À LA UNE

DOCTRINE

Règlement *MiCA* : les marchés de crypto-actifs appréhendés  
par le droit européen → PAGE 30

Thierry GRANIER

Exigences en matière de durabilité : point sur les nouvelles  
obligations dans le cadre de la distribution d'instruments  
financiers → PAGE 42

Greggory MARTY et Blandine JULÉ

La CSRD : préalable à la finance durable malmené  
par un calendrier inversé → PAGE 48

Laurence THÉBAULT

Quelques réflexions sur la prévisibilité des sanctions de l'AMF → PAGE 55

Éric DEZEUZE et Jenyfer BIANCHI

# SOMMAIRE

## ÉCLAIRAGE

- BJB201k3 • **L'encadrement juridique des jetons non fongibles** 5  
**Pierre SUBIGER**

## AUTORITÉS DE SUPERVISION

- BJB201l2 • **La position AMF DOC-2023-07 confirmant les orientations de l'ABE sur l'utilisation de solutions d'entrée en relation d'affaires à distance : une étape de plus vers l'harmonisation des pratiques en matière de LCB-FT** 8  
**Martine SAMUELIAN, Olivier LYON LYNCH et Julie SERRIER** – AMF, position DOC-2023-07, Orientations de l'ABE sur l'utilisation de solutions d'entrée en relation d'affaires à distance, applicable au 2 octobre 2023

## ABUS DE MARCHÉ

- BJB201l1 • **Révision du règlement *REMIT* : quel droit commun des abus de marché ?** 12  
**Jean-Philippe PONS-HENRY, Emma GEORGE WEBER et Quentin VREULX** – Comm. UE, proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant les règlements (UE) n° 1227/2011 et (UE) n° 2019/942 afin d'améliorer la protection de l'Union contre la manipulation du marché de gros de l'énergie, 14 mars 2023

## PRESTATAIRES

- BJB201k5 • **Les obligations professionnelles incombant aux sociétés de gestion de fonds d'épargne salariale ne sont ni allégées ni différenciées** 18  
**Michel STORCK** – AMF, déc., 26 juill. 2023, n° 9, SAN-2023-10
- BJB201k6 • **Fourniture du service de conseil en investissement : sanction de deux PSI** 20  
**Jérôme HERBET** – AMF, déc., 19 juin 2023, n° 7, SAN-2023-08 – AMF, déc., 19 juin 2023, n° 8, SAN-2023-09
- BJB201l4 • **Conseil en investissement : les précisions apportées par l'ESMA sur les *Q&A* du CESR** 24  
**Emmanuelle BOURETZ** – ESMA, Supervisory briefing on understanding the definition of advice under MiFID II, 11 juill. 2023, ESMA35-43-3861

## DOCTRINE

- BJB201k4 • **Règlement *MICA* : les marchés de crypto-actifs appréhendés par le droit européen** 30  
**Thierry GRANIER**
- BJB201k7 • **Exigences en matière de durabilité : point sur les nouvelles obligations dans le cadre de la distribution d'instruments financiers** 42  
**Greggory MARTY et Blandine JULÉ**
- BJB201k8 • **La CSRD : préalable à la finance durable malmené par un calendrier inversé** 48  
**Laurence THÉBAULT**
- BJB201k9 • **Quelques réflexions sur la prévisibilité des sanctions de l'AMF** 55  
**Éric DEZEUZE et Jenyfer BIANCHI**

## À la une

### Réforme des voies d'accès à la magistrature : ce qui va changer pour les avocats

*Le projet de loi organique relatif à l'ouverture, à la modernisation et à la responsabilité du corps judiciaire prévoit une réforme des voies d'accès parallèles à la magistrature, qui vient sensiblement modifier les possibilités offertes aux professionnels expérimentés, à commencer par les avocats.*



© L. Garnerie

## Actualité

**Une Grande Rentrée sous le signe des réformes à venir**  
focus

## Doctrine

**La rationalité pénale à l'épreuve des violences**  
étude par Julien FAIDHERBE

## Technique

**Le Code de déontologie des avocats : rien de neuf sous le soleil**  
étude par Solenne BRUGÈRE et Benjamin PITCHO

## Jurisprudence

**Encore un set pour le droit de rétractation et le formalisme informatif en cas de contrat mixte**  
note par Fanny BINOIS  
sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 12 juill. 2023

## Gazette Spécialisée

### DROIT IMMOBILIER

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Michel PEISSE

*Avocat honoraire au barreau de Paris*

• Marine PARMENTIER

*Avocate au barreau de Paris*

AVEC LA PARTICIPATION DE

Olivier BONNEAU, Nicolas BOULLEZ, Albert CASTON, Julie DAUGA, Fabien DELHAES, Laura DESCUBES, Juliette MEL et Vivien ZALEWSKI-SICARD



## Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense  
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordnatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck  
et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : [redactiongp@lextenso.fr](mailto:redactiongp@lextenso.fr)

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : [abonnements@lextenso.fr](mailto:abonnements@lextenso.fr)

Publicité : [benoit.favre@lextenso.fr](mailto:benoit.favre@lextenso.fr)

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2023

\* Prix TTC au n° : 20 €

+ frais de port

\* Abonnement France (un an) :

Journal seul : 570,74 € TTC

Recueils + table seuls : 556,45 € TTC

Journal, recueil + table : 764,73 €

Abonnement feuilletable numérique : 244,02 € TTC

\* Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 645 €

Journal, recueil + table : 859 €

Abonnement feuilletable numérique : 239 €

Internet : [gazette-du-palais.fr](http://gazette-du-palais.fr)

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplirprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 713 g éq. CO<sub>2</sub>



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :

Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,

sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par

courriel en format word à [redactiongp@lextenso.fr](mailto:redactiongp@lextenso.fr)

et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas

de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits

communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon

suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant

unique permettant de retrouver directement l'article

via un moteur de recherche ou sur [www.labase-lextenso.fr](http://www.labase-lextenso.fr)

## Actualité

- GPL454h0 ■ Réforme des voies d'accès à la magistrature : ce qui va changer pour les avocats 3
- GPL454j0 ■ Une Grande Rentrée sous le signe des réformes à venir 5
- GPL454i9 ■ Budget 2024 : « une hausse tous azimuts » selon le garde des Sceaux 7
- GPL454f9 ■ Crise du logement : le barreau de Marseille s'associe à l'ADIL 8
- GPL454i8 ■ « Le rôle de l'UJA est de redonner confiance en nos institutions » entretien avec Olivia ROCHE 9

## Doctrine

- GPL454d1 ■ La rationalité pénale à l'épreuve des violences étude par Julien FAIDHERBE 12

## Technique

- GPL454h6 ■ Le Code de déontologie des avocats : rien de neuf sous le soleil étude par Solenne BRUGÈRE et Benjamin PITCHO 16
- GPL453z9 ■ Code du tourisme : le régime protecteur en faveur des hôteliers entreprenant des travaux d'équipement et d'améliorations par Jean-Marc NOYER 18

## Jurisprudence

- GPL454c0 ■ Encore un set pour le droit de rétractation et le formalisme informatif en cas de contrat mixte note par Fanny BINOIS sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 12 juill. 2023 21
- GPL454g1 ■ La validité de la saisine du JLD par une personne sous curatelle sans son curateur en matière d'hospitalisation sans consentement note par Christian GAMALEU KAMENI sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 5 juill. 2023 25
- GPL454a8 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation par Catherine BERLAUD 28
- GPL453x0 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 32
- GPL454h3 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme par Catherine BERLAUD 35
- GPL454b7 ■ Chronique de jurisprudence du droit des étrangers par Benjamin BRAME <https://ext.so/GPL454b7> 

## Gazette Spécialisée

### DROIT IMMOBILIER 37

Sous la responsabilité scientifique de  
Michel PEISSE et Marine PARMENTIER

## Revue trimestrielle de droit financier - Édition n°63

30 septembre 2023



Sous la direction scientifique de **Alain Pietrancosta**, Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

**Vincent Téchené**, Rédacteur en chef

### **Droit financier**

[Actes de colloques] Multiple voting shares

Par **Thierry Bonneau** - Agrégé des facultés de droit

[Actes de colloques] Supply chain due diligence amidst corporate disclosure requirements and sustainable finance

Par **Eckart Bueren** (Professor of Civil Law)

[Actes de colloques] Proposed changes to MAR in the EU Listing Act

Par **Alain Pietrancosta**

[Actes de colloques] Revision of the Contract in the Event of Unforeseen Circumstances in the Current Context

Par **Katrin Deckert** (Maître de conférences à l'Université Paris Nanterre) and **Nicolas Rontchevsky** (Agrégé des Facultés de droit)

[Actes de colloques] Reflections on the transposition into French Law of the control of abuse provisions of the Mobility Directive

Par **Anastasia Sotiropoulou**

Réf. : Directive 2019/2121 of the European Parliament and of the Council of 27 November 2019 amending Directive 2017/1132 as regards cross-border conversions, mergers and divisions **N° Lexbase : L8766LTT**.

[Actes de colloques] Investigative powers of the Autorité des marchés financiers

Par **Pauline Pailler** (Professeur à l'Université Paris Cité)

[Doctrines] The European proposal to open up multiple-vote share structures to listing companies: a simplification in trompe l'oeil

Par **The European Company Law Experts Group (ECLE)**

[Doctrines] Les actions à droits de vote multiples

Par Christophe Lam (Docteur en Sciences de Gestion rattaché au PRISM Sorbonne (Paris 1)) et Philippe Raimbourg (Doyen honoraire de l'École de Management de la Sorbonne (Paris 1))

[Doctrines] Réflexion sur le droit de retrait à l'aune de la transposition de la Directive « Transformation transfrontalière »

Par Vincent Ramonéda

[Doctrines] Directors' duties and climate change: implications of the High Court's decision in ClientEarth v Shell

Par Adam Rizzo (Partner)

[Chronique] Corporate Governance – Transparence financière et comptable

Par Renaud Mortier

[Chronique] Digitalisation et droit financier

Par Hubert de Vauplane

[Chronique] White Collar Crime & Compliance / Criminalité en col blanc et conformité

Par Skadden

## Fiscalité financière

[Chronique] Chronique fiscale

Par Cyril Valentin (avocat associé)

Réf. : CE, 3e-8e ch. réunies, 15 novembre 2021, n° 454105, Sté L'Air Liquide **N° Lexbase : A82587BH** CE, 3e-8e ch. réunies, 5 juillet 2022, n° 463021, Sté AXA **N° Lexbase : A9158793** CE, 9e-10e ch. réunies, 7 avril 2023, n° 462709, min. c/ Sté A. Raymond et Cie **N° Lexbase : A29869NW**

## Sociétés

[Doctrines] La responsabilité pour faute de l'actionnaire

Par Thibaut Duchesne

[Chronique] La nullité des décisions collectives prises par une SAS en violation des dispositions des statuts

Par Didier Poracchia